

Trump en Amérique latine

Par Claudio Katz

Traduction Françoise Lopez pour Amérique latine-Bolivar Infos

<https://bolivarinfos.over-blog.com/2025/05/pensee-critique-trump-en-amerique-latine.html>

Trump prétend donner plus d'importance aux capitalistes des États-Unis, grâce à un dur paquet de sanctions, de droits de douane et de chantages. Grâce à ces exigences, il espère revitaliser un empire affaibli.

Dans la distribution des impositions, l'Europe devrait offrir son industrie, la Russie limiter son développement, l'Asie se passer de son autonomie financière et la Chine renoncer à son expansion. À l'Amérique latine, il reviendrait de remettre toutes ses ressources au maître du Nord.

Pour renforcer ses demandes, Trump émet des commentaires méprisants et menaçants. Il affirme que les États-Unis doivent mettre un contrepoids à la pénalisation économique qu'ils subissent de la part de l'Amérique latine. Il expose cette idiotie en proclamant que son pays « n'a pas besoin » du reste du continent et peut se passer d'avoir des relations avec ses voisins.

Avec cet arrogance, il couvre le fait que l'impérialisme étasunien confisque depuis plus d'un siècle les richesses de la région. Il se pose en bienfaiteur qui peut abandonner ses auxiliaires, alors que dans les faits, c'est le contraire.

Washington a besoin de réaffirmer sa domination sur l'Amérique latine pour récupérer sa primauté dans le monde. Loin occupé à lieu inutile, la région est un laboratoire du contrôle mondial que Trump souhaite pour les puissants de son pays.

Déplacer la Chine sans rien donner

L'Amérique latine est le champ de bataille immédiat de l'affrontement avec la Chine. Trump cherche à freiner l'impressionnante expansion que le géant asiatique a réalisée pendant ces 20 dernières années. Alors que la participation chinoise au commerce extérieur de la région est passée de 3,7 % (2001) à 16 % (2020), l'incidence des États-Unis a baissé de 49,7 % à 37,4 %. Le volume des transactions avec le géant oriental a explosé en passant de 18 000 000 000 à 450 000 000 000 de dollars.

Ce saut a correspondu à l'impétueuse avancée de la Route de la Soie, que 21 des 23 pays de cette zone ont rejointe face à une stagnation totale du projet rival « l'Amérique croît ». Le marché chinois est devenu la principale destination des exportations de pays comme le Chili, le Pérou ou le Brésil qui, il y a quelques années, avaient un flux commercial privilégié avec l'Amérique du Nord.

Les États-Unis ont fini par être déplacés dans le différend pour la suprématie du libre commerce. d'abord, les accords souscrit par Washington, avec la Colombie, le Panama, le Pérou, la République Dominicaine, et le Mexique n'ont pas dissuadé le Chili, le Costa Rica et le Pérou de signé des accords avec Pékin. Ensuite, l'alliance du Pacifique elle-même –qui devait forger un axe prometteur avec la côte ouest de la première puissance– a fini par être absorbé par grande force océanique de la Chine. Le mondialisme occidental a perdu tant d'énergie que finalement, les États-Unis ont dû abandonner le multi-latéralisme qui avait précédé le second mandat de Trump.

Les débarquements plus récents de l'adversaire oriental sont fracassants. La principale usine de voitures électriques chinoise au Brésil (BYD) est située sur un terrain qui appartenait précédemment à Ford. Les fournisseurs de pièces détachées se répandent avec la même intensité, et les huit entreprises asiatiques installées en 2018 sont devenues 20 en 2023.

Le Port le plus important d'Amérique du Sud (Chancay) a été construit récemment au Pérou par une compagnie chinoise qui le gère. Cette inauguration intensifiera la connectivité maritime avec la puissance orientale dont la présence a doublé dans l'activité portuaire avec plus de 100 projets en cours à l'échelle internationale. Les plans d'infrastructures les plus dynamiques des autres pays -comme le métro de Bogotá- sont également aux mains d'entreprises asiatiques.

Face à une telle primauté, Trump tente d'expulser la Chine de la région. Ses fonctionnaires expliquent la colère du magnat par la faiblesse dont il a fait preuve jusqu'à présent la Maison-Blanche pour concrétiser ce déplacement.

Mets dans les couloirs de Washington, beaucoup regardent cette offensive avec méfiance et crainte. Il rappelle que la première présidence du potentat a finalement débouché sur une présence chinoise plus importante en Amérique latine. Le contraste aigu entre l'égoïsme de Trump et l'altruisme de Xi Jing Ping pendant le COVID a accentué ce résultat. Alors que le président asiatique se rendait six fois dans la région, son homologue étasunien n'y a réalisé aucune tournée significative.

C'est différence de comportement sont visibles dans tous les domaines de l'économie. Face à chaque sanction protectionniste que prend Trump, son collègue chinois offre plus de crédit et d'investissement. Le magnat recourt aux pressions, aux exigences et aux menaces face à la cataracte d'affaires que propose son rival. Beaucoup d'analystes de l'environnement impérial lui-même reconnaissent qu'il est impossible de gagner la bataille contre la Chine dans ces termes.

Impositions au Panama

Trump a mis en marche intense programme d'expulsion de son adversaire en échange de rien. Il a lancé un ultimatum aux Gouvernements de la région pour qu'ils prennent parti en faveur de l'une ou de l'autre puissance et a inauguré cette offensive avec le Panama.

Il a annoncé sans aucune diplomatie qu'il souhaitait récupérer la gestion du canal pour les États-Unis, en reprenant la vieille objection de Reagan à la perte de ce contrôle. Il a répété l'argument ridicule que ce pays est devenu une colonie de la Chine alors que sa politique étrangère est totalement subordonnée au département d'État, en particulier, lors des votes à l'ONU et à l'OEA.

Après une visite fulgurante de ses deux alliés (Marco Rubio et Pete Hegseth) dans l'isthme, Trump a imposé la signature d'un protocole d'accord, qui facilite la

reconstruction de trois bases militaires du Pentagone sur les rives du canal. Il a également imposé le libre passage de sa marine par le canal et l'accueil des migrants expulsés des États-Unis.

En un temps record, le Panama est devenu le premier pays d'Amérique latine qui a annoncé son retrait de la Route de la Soie et le gel de ses relations économiques avec la Chine. Pour imposer cette soumission, Trump a invoqué la « menace pour la sécurité de la région » que représente la gestion par la Chine de 2 des 5 terminaux du canal. Il a exigé un audit pour annuler cette concession et a appuyé son transfert éventuel à des compagnies contrôlée par les financiers de Blackrock.

L'objectif immédiat du magnat est de couper de façon drastique l'autonomie de la bourgeoisie locale qui a utilisé les revenus du canal pour leurs propres affaires. Alors que, en 90 ans d'administration nord-américaine, le Panama a reçu seulement 1 800 000 000 de dollars, pendant ses 25 dernières années de gestion propre, il a obtenu 28 000 000 000 de dollars. Grâce à cette somme, le PBI a fait un grand saut et la bureaucratie patronale du pays a augmenté significativement sa fortune.

Trump a imposé toutes ces demandes au craintif Gouvernement de Mulino. Grâce à cette réussite, il espère créer un précédent face aux projets autonomes de connexion de l'Atlantique au Pacifique qui sont en cours d'évaluation au Mexique, au Costa Rica, au Nicaragua et au Brésil. Avec son action expéditive, il a, de plus, envoyé un message ferme au Danemark pour qu'il accepte de lui remettre le Groenland.

La soumission de l'Argentine

L'attaque contre la Chine explique aussi le second sauvetage financier que Trump a mis en place pour un gouvernement de droite en Argentine. En 2018, le magnat a incité le FMI à accorder un prêt sans précédent à son allié Macri, violant toutes les règles de sauvegarde de cet organisme. Avec cette aide, il a tenté de faciliter la réélection mal engagée de son associé.

Sept ans plus tard, train, répète le même sauvetage pour secourir vassal Milei face à un éventuel effondrement des banques. À nouveau, le FMI agit comme une courroie de transmission du département d'État et accorde un prêt d'urgence qui viole les règles de cette institution. Il concerne un chiffre 1300 % supérieur à ce qui devrait revenir à l'Argentine à cause de son quota dans l'organisme et aggrave la dangereuse place de ce pays en tant que principal débiteur du FMI (plus de 30 % de son portefeuille). Le caractère arbitraire de ce crédit accordé à un débiteur insolvable -qui ne respecte jamais ces paiements– est énorme. Ignorant ses antécédents, l'organisme a accordé un autre prêt avec des avances inédites en liquide.

Le FMI a obtenu un échange un plus grand contrôle sur l'Argentine et un pouvoir explicite de veto face à tout imprévu économique. Et a obtenu que Milei donne la priorité absolue au paiement du passif avec l'organisme, au-dessus de toute autre dépenses. Il a aussi ratifié les investissements spéculatifs à court terme qui prédominent dans ce pays pour s'enrichir avec l'énorme rentabilité des bons en pesos. Ces opérations débouchent habituellement sur des effondrements périodiques qui obligent à un refinancement ultérieur de la gigantesque dette publique.

Trump réédité ces incohérences à dessin pour soumettre stratégiquement l'Argentine au-delà de ce qui se passe avec Milei. Par ce contrôle, il espère éloigner le pays de la Chine. Son secrétaire au trésor, Scott Bessent, n'a pas dissimulé pas cet objectif en dénonçant, avec un grand cynisme, le « financement destructeur » que Pékin impose au débiteur argentin désarmé. Il oublie que l'attachement historique à la domination yankee et la soumission immédiate au FMI dépassent largement les obligations en cours avec la Chine.

Un. Autre fonctionnaire de la Maison-Blanche, Mauricio Claver Carone, à directement, exiger l'annulation de l'import crédit (swap) que la Chine accordée à l'Argentine. Ce revenu a été intégré à la banque centrale comme pilier des réserves. Les porte-parole de Trump n'ont pas été plus exigeants parce qu'ils savent que le pays manque de devises pour se débarrasser de ce passif. Ils ont cessé d'envisager ce chantage pour pouvoir élever le temps de leur demande dans d'autres domaines.

Tram réclame l'annulation de tous les engagements d'investissement signé avec la Chine, pour construire des centrales hydroélectrique, des usines nucléaires et des ports. Il cherche à expulser son rival de la fourniture du réseau 5G, de l'exploitation du lithium et du contrôle des entreprises agroalimentaires du littoral. Il exige aussi l'abandon de la Route de la Soie que l'Argentine a intégrée officiellement à son ordre du jour sous le Gouvernement précédent.

Milei se sent tout à fait prêt à accepter ses demandes. Il l'a montré en retirant son pays des BRICS mais comme cela se passe avec le swap chinois, l'acceptation des exigences yankees conduirait l'Argentine à l'abîme car Trump n'offre aucune sorte de compensation. Sans le crédit de Pékin, le pays entrerait en cessation de paiement, et sans les investissements de même origine, la stagnation économique serait beaucoup plus importante.

La Chine est actuellement le second partenaire commercial de l'Argentine (après le Brésil) et le principal, l'acheteur des exportations agricoles. Si le pays renonce à ce marché, il sera orphelin de vente. Les États-Unis exportent les mêmes produits que son vassal du cône Sud et conserve avec l'Argentine une vieille relation de complémentarité compétitive.

Plus Milei a de bons échanges avec son chef de la Maison-Blanche, plus le naufrage économique sera grand. L'Argentine a été soumise à un système d'aspiration du revenu agro-énergétique pour générer des dollars destinés au remboursement de la dette. Ce mécanisme renforce la mise à disposition des ressources naturelles, sans pour autant éliminer les explosions financières périodiques. Cette contradiction illustre les énormes bouleversements introduits par la politique de Trump.

La domination du dollar

La récupération de l'Amérique latine par les États-Unis exige la poursuite du règne du dollar. Toute dérive de cette domination porterait un coup mortel au projet de suprématie de Washington sur le continent.

Trump sait que la principale menace à cette prépondérance, est la dédollarisation que les BRICS soutiennent prudemment dans l'immédiat, mais envisagent de manière ferme à long terme.

Pour cette raison, la Maison Blanche exige le rejet frontal de ce tournant et la permanence inconditionnelle de l'Amérique latine dans la zone dollar. Comme les hésitations du Brésil sont sa principale préoccupation, elle lance des séries d'avertissement pour dissiper celle-ci.

Pendant ces dernières années, Lula a soutenu les initiatives internationales destinées à gérer des monnaies, alternative au dollar, et favorisé leurs essais dans le commerce avec la région. Il a soutenu ces initiatives, contrairement à d'autres présidents progressistes -comme Lopez Obrador— qui estimait non viable (ou ne convenant pas) l'éloignement de la devise yankee. Lors de son second mandat, Trump exige une loyauté explicite envers le dollar que Lula n'accepte pas.

La dollarisation des économies de la région est le mécanisme le plus radical pour assurer la domination de la monnaie de l'empire, mais cette modalité n'est présente que dans de petits pays comme le Panama, le Salvador ou l'Équateur et n'est pas viable en tant que politique générale à cause des coûts qu'impliquerait pour Washington cette conversion monétaire. Les pays perdaient leur dernier vestiges d'autonomie, mais le trésor yankee serait obligé de les soutenir face à tout dérapage comme s'ils étaient en état de plus de l'union nord-américaine.

Le dollar agit de fait depuis longtemps comme refuge dans les situations critiques de la zone. Il s'est imposé comme pilier bimonétaire des nations, affectées par une inflation incontrôlée par la destruction de la monnaie locale qui s'en suit. C'est ce qui s'est passé au Venezuela ces dernières années et il se comporte comme une donnée structurelle de l'économie argentine.

Les tendances de ce dernier pays vers une dollarisation réapparaissent périodiquement comme une possibilité correctrice de la destruction systématique du peso. Ce changement de modèle monétaire a été une bannière électorale de Milei qui a promis de radicaliser l'essai réalisé avec la convertibilité des années 90.

Le trumpisme envisage cette option, considérant la façon dont elle a facilité la soumission stratégique de l'Equateur à l'orbite de l'empire. La dollarisation a introduit un carcan économique qui n'a pas pu être supprimé sous la présidence de Correa. Ce lien a récemment été utilisé par Noboa lors de la campagne électorale pour discréditer son adversaire avec le chantage du chaos inflationniste qui suivrait l'abandon de la dollarisation.

L'économie Argentine a une autre dimension et il n'existe aucun précédent international international. De suspension de la monnaie nationale dans des pays de taille moyenne, avec un certain développement industriel et démarché intérieur d'envergure. La chirurgie qu'exigeait une dollarisation dans ce pays aurait l'échelle inédite qu' imagine Milei. C'est pourquoi son plan d'ajustement comprend la réduction de la quantité de pesos en circulation et la légalisation de toutes les transactions en dollars. Depuis le début de son mandat, il encourage un type de change qui a de plus en plus cette devise en son centre en rendant la vie quotidienne plus chère, en affectant les exportations et en démolissant la production.

Trump utilise aussi ses laquais de l'Amérique latine pour expérimenter la viabilité des opérations nouvelles et risquées avec des monnaies digitales. Il est en train de commander l'expansion de ces instruments, pour soutenir la reprise hégémonique du dollar. C'est pourquoi il encourage les essais dangereux de spéculation financière avec les crypto-monnaies.

Le Salvador a été le champ d'exploration le plus extrême de ses aventures depuis que Bukele a fait du bitcoin la monnaie officiel du pays. Par cette initiative, il a ouvert une zone d'essai financier pour évaluer ce qui arriverait avec un dollar digital. Mais sa tentative d'utiliser cet instrument pour rendre moins coûteuse l'activité de transfert de fonds qui rapporte des millions de dollars, s'est heurtée aux propriétaires de ce circuit et le bitcoin a été suspendu en tant que nouveau billet de banque du pays.

Miley a essayé autre chose de même tendance avec son aventure ratée d'un shitcoin baptisé de son nom (Libra). Il cherchait à grossir son enrichissement personnel, à financer la prochaine campagne électorale et à démontrer de quelle façon il pourrait collecter avec un tampon propre les dollars que l'économie n'a pas.

Mais il a fini par gérer une escroquerie pyramidale typique qui a débouché sur un scandale avec des victimes et des affaires judiciaires dans plusieurs pays. Personne ne sait encore si le président anarco-capitaliste a été l'escroc ou l'escroqué mais dans les deux cas, sa figure a été sérieusement corrodée par cette fraude. Ce qui est indiscutable, c'est la façon dont Trump utilise ses vassaux pour des expérimentations qui font couler toute la région.

L'appropriation des matières premières

Les ressources naturelles de l'Amérique latine sont le principal appétit de la Maison Blanche. Pour récupérer sa primauté sur le monde, l'empire décadent a besoin de gérer cette manne. La région héberge un butin très disputé. Avec 7 % de la population mondiale, elle dispose de 42 % à 45 % de l'eau douce, de la moitié de la biodiversité et d'une incommensurable réserve de pétrole, de gaz et de minerais. Elle possède 48 % des réserves de lithium, 36% des réserves de cuivre, 34,5 % des réserves d'argent et 16,7 % des terres rares.

Cette sorte de matières premières est indispensable pour les chaînes de valeur. Ces circuits demandent une fourniture de produits que très peu de zones peuvent fournir dans la quantité qu'apporte l'Amérique latine. La proximité géographique de ces ressources encourage tous les projets d'appropriation de l'impérialisme des États-Unis.

Comme on l'a vu en Ukraine, Trump veut effectuer cette capture sans demi-mesures. Là, il a inventé une dette de 500 000 000 000 de dollars pour exiger qu'on lui remette les terres rares en échange de rien. Cette exigence a renforcé le mauvais traitement et le court-circuit qui s'en est suivi avec son laquais Zelenski. Le magnat prétend déployer la même arrogance dans ses relations avec l'Amérique latine.

Également sur ce terrain, l'Argentine donne avant-goût de la confiscation. Milei a fait voter au congrès une loi intitulé RIGI qui donne la voix libre aux entreprises étrangères pour s'approprier les minéraux, le combustible et le lithium. Ainsi, le pays deviendra une enclave soumise à l'extractivisme et à la régression vers la primarisation.

Ce modèle exige que l'on accélère la privatisation des entreprises rentables avec des améliorations financées par les dépenses publiques (comme le transport ferroviaire de marchandises). Il suppose, en outre, la livraison du circuit stratégique de la navigation, pour faciliter le départ des exportations (voie navigable). Les grandes entreprises étrangères ont ciblé les secteurs les plus lucratifs de l'agro-industrie.

Dans les négociations en cours, Trump exige un favoritisme pour les entreprises étasuniennes. Il cherche la crème de ce qui est en jeu pour ses partenaires directs (le lithium et les communications pour Elon Musk). C'est pourquoi le lobby de l'ambassade yankee (AmCham) exerce un contrôle quotidien sur les décrets du pouvoir exécutif, les projets du Parlement et les sentences de la justice.

Mais chaque pas du potentat génère un conflit potentiel avec ses propres associés ou vassaux. Il vise, d'une part, la principale part de la production de pétrole et de gaz de l'Argentine, qui a pris une importance régionale avec la découverte et l'exploitation des gisements de Vache Morte et il encourage, d'autre part, une augmentation folle de l'extraction du pétrole brut, qui suroffre le combustible, affectant la rentabilité des bassins non conventionnels du cône sud.

Le pillage de l'Argentine qu'encourage le tandem Trump–Milei endette et dégrade le pays à tel point que les investisseurs étrangers eux-mêmes prennent leurs distances par rapport aux affaires en jeu. C'est pourquoi les compagnies yankees privilégiées ont tendance à opter pour d'autres localisations pour leurs projets stratégiques.

Remodelage commercial

Trump utilise les droits de douane comme instrument de pression. Dans cet objectif, il proclame que les États-Unis sont affectés par des inégalités dans le commerce qui les obligent à recourir au mécanisme correcteur des droits de douane.

Il a recours à cet argument absurde pour décharger sa colère protectionniste sur le Mexique en l'accusant de créer les adversité qu'affrontent le colosse du Nord. Le voisin du Rio. Bravo accapare 69 % du commerce des États-Unis avec l'Amérique latine, suivi de très loin par le Brésil avec 7,4 %, alors que l'Argentine n'est concernés par ces échanges que pour 1,3 %.

Le déséquilibre entre les États-Unis et le Mexique s'est effectivement déchaîné pendant ces dernières années, jusqu'à atteindre en 2024 un pic de 171 800 000 000 de dollars qui a marqué un nouveau record et une augmentation de 12,7 % par rapport à l'année précédente.

Mais Trump oublie que le Mexique ne porte pas toute la responsabilité d'un déséquilibre auto-généré par les compagnies étasuniennes. Ces compagnies localisent leur production dans les usines de sous-traitance de la frontière pour s'enrichir avec la main-d'œuvre bon marché. Il est totalement incorrect de rendre responsable le voisin du déficit créé par les entreprises yankees.

Ce récit ne tient pas compte du fait que le déficit tant décrié est un mirage statistique. Il comptabilise comme des ventes mexicaines, les produits réexportés après assemblage avec des intrants importés. Ces marchandises ne font que traverser la frontière dans la dynamique des chaînes de fabrication mondialisées contrôlées par les entreprises yankees.

La dénonciation du déficit est mise en avant par Trump pour introduire des modifications dans le traité de libre commerce pour renforcer la primauté des États-Unis sur ses adversaires.

C'était le but de la renégociation qu'il a introduite lors de son premier mandat en officialisant le passage du NAFTA au T-MEC. Par ce changement, il a imposé de nouveaux privilèges pour les entreprises de son pays et a tenté de bloquer les revenus des producteurs allemands et japonais sur le marché du Nord. Il a mis en place ce verrou en renforçant les « règles d'origine », le « achetez étasunien » et les droits de propriété intellectuelle réclamés par les entreprises automobiles, sidérurgiques et digitales.

Mais aucun de ces tourniquets n'a tempéré les déséquilibres de la balance commerciale ni l'incursion agressive des rivaux étrangers. Les rares intérêts générés par le protectionnisme du premier Trump n'ont pas compensé, en outre, la perte constante d'espaces face à Pékin sur tout le continent.

Pour contrecarrer ce maigre résultat, le second Trump fait monter les enchères en menaçant de tarifs douaniers de 25 % si le T-MEC n'est pas adapté aux nouvelles exigences de la Maison Blanche. Le magnat cherche à créer un précédent pour la révision d'autres accords.

Les impositions envers l'Amérique du Sud sont conçues comme un paquet postérieur et de moindre importance que la soumission du Mexique, prioritaire. C'est pourquoi Trump a fixé des droits de douane négociables de 10% au reste du continent.

Les tensions avec le Brésil sont circonscrites à quelques secteurs comme l'acier et l'aluminium, des tensions que Lula essaie de neutraliser avec la dévaluation du réal. Le même conflit pour le matériel sidérurgique s'étend à l'Argentine. Dans ce cas, l'adulation de Milei n'a pas tempéré la dureté du magnat.

Le premier Trump avait déjanté impitoyable avec Macri en augmentant les droits de douane sur les exportations argentines de biodiesel, de citrons et d'aluminium. Le pays avait été inclus, en outre, dans la liste noire de ceux qui sont en infraction par rapport à la propriété intellectuelle et cette pénalisation se répète avec la même virulence actuellement.

Le magnat vise la fracture et l'extinction. du MERCOSUR. Le démantèlement de l'union douanière sud-américaine ouvrirait toutes les vannes à une invasion d'importations étrangères que Trump espère diriger vers les Etats-Unis en interdisant la présence de la Chine.

Le potentat a déjà envoyé Milei au Paraguay pour coordonner le couple de présidents qui attaquera le MERCOSUR en mettant en avant comme contrepartie la fable d'un accord commercial avec Washington. Dans le contexte de brutal protectionnisme de Trump, ces traités sont de la poudre aux yeux.

L'incertaine révision industrielle

Avec son protectionnisme, Trump cherche à freiner la pénétration croissante de la Chine à l'intérieur des circuits mêmes du T-MEC. Cette avancée est très visible dans la fourniture de matières premières aux principales entreprises yankees. Pékin utilise toutes les subtilités de ce traité pour multiplier la prééminence de ses produits.

Dans les produits mexicains exportés aux Etats-Unis, le pourcentage de composants chinois a augmenté de façon significative et cette augmentation n'est pas la conséquence des fraudes que dénoncent les trumpistes mais de la plus forte productivité des fournisseurs orientaux.

Les fabricants asiatiques ont augmenté leurs investissements au Mexique et ont réalisé 77 % de tous leurs placements entre 2018 et 2024, en particulier dans le secteur stratégique de l'automobile.

Pour la prochaine révision du T-MEC, Trump réclame un pouvoir de veto de la Maison Blanche avec le droit consécutif à déterminer quels produits seront autorisés et le pourcentage des droits de douane.

Le magnat exige que le volume du contenu étasunien, qui, dans les secteurs le plus disputés est déjà passé de 62,5% dans le NAFTA à 75% dans le T-MEC, soit encore augmenté. Aucun de ces accords n'a jamais été un prototype de libre commerce, ils ont toujours constitué une forme de protectionnisme sous la tutelle des dirigeants yankees.

Si le Mexique n'accepte pas ces demandes, Trump cherchera à renforcer ses menaces de démantèlement des usines qui se trouvent sur la frontière pour les relocaliser aux Etats-Unis. Il a fait de grands discours appelant à nationaliser les chaînes de valeur. Il encourage le reshoring (retour des investissements) pour laisser derrière lui le nearshoring (investissement dans des pays proches du marché yankee) et le friendshoring (investissement dans des pays soumis à Washington) que pratiquaient ses prédécesseurs.

Trump est prêt à se heurter aux grandes entreprises de son pays, qui ont créé des usines de sous-traitance et utilisent des composants chinois pour maintenir leur compétitivité. Ces entreprises sont encore dans la course avec ce modèle de fabrication et la mesure dans laquelle elles accepteront les exigences du magnat est un grand point d'interrogation. Elles ont fait des investissements à long terme, qu'elles ne peuvent pas modifier en fonction de la rhétorique de la Maison Blanche. Toutes les entreprises savent que la perte du T-MEC aurait des effets imprévisibles sur le capitalisme étasunien.

Ce qui s'est passé en Argentine allume toutes les alarmes du monde industriel latino-américain parce que cela illustre à l'avance les terribles conséquences de l'ordre du jour trumpiste.

Milei est une marionnette du magnat qui accepte de désindustrialiser son pays pour le satisfaire.

Il donne son aval sans broncher à l'ouverture des importations, en facilitant même l'acquisition de machines étrangères d'occasion, au détriment des fournisseurs traditionnels locaux de l'activité agricole et pétrolière. Et il fêtera également comme un grand succès le fait que Trump n'a pénalisé l'Argentine que de 10 %. En signe de gratitude, il a annoncé qu'il adapterait la législation du pays pour répondre à cette punition bienveillante.

L'anarcho-capitaliste démolit l'industrie pour plaire à son patron du Nord, avec des fermetures d'entreprises et l'abandon de marques célèbres. En un an et demi, il a provoqué une chute phénoménale des ventes, parallèlement à un effondrement du PIB industriel, qui n'est pas dû à des crises extérieures, à des anomalies sanitaires (comme la pandémie) ou à l'héritage du Gouvernement précédent. C'est le résultat auto-infligé d'une politique qui a augmenté le coût de l'activité industrielle de près de 80% par une simple manipulation du taux de change en faveur de la finance.

Avec l'effondrement massif de la consommation, Milei détruit le secteur productif qui génère le cinquième de l'emploi. Il asphyxie le pouvoir d'achat avec une tronçonneuse qui pratique des coupes, qui a fait augmenter la pauvreté et l'indigence et il se vante d'une cruauté jamais vue envers les retraités et les

enfants. Celui qui se qualifie lui-même de libertaire utilise des justifications absurdes pour expliquer que ce malheur est une bénédiction parce qu'il a permis d'éviter un ajustement plus douloureux.

La désolation industrielle de l'Argentine dépeint avec une clarté dramatique les effets de la politique économique trumpiste en Amérique latine. Cette dévastation a un fondement et un corrélat géopolitique que nous analyserons dans le prochain texte.

Conclusion:

Trump promeut la mainmise sur l'Amérique latine pour contrecarrer l'avancée de la Chine. Il a commencé cette expropriation avec l'ultimatum lancé au Panama et la soumission de l'Argentine. Il exige la fidélité au dollar, la soumission au FMI et l'expérimentation des monnaies numériques pour s'approprier les ressources naturelles. Il utilise les droits de douane contre le Mexique pour privilégier les entreprises étasuniennes, tandis que la désindustrialisation de l'Argentine anticipe les conséquences de son offensive.

Source en espagnol:

<https://www.resumenlatinoamericano.org/2025/05/03/pensamiento-critico-trump-en-america-latina/>

URL de cet article:

<https://bolivarinfos.over-blog.com/2025/05/pensee-critique-trump-en-amerique-latine.html>